

Systeme éducatif (page 3)

# Encore des tâtonnements



De nouvelles réformes sont prévues à partir de l'année prochaine dans le secteur de l'éducation.

AGRICULTURE

TRANSPORT

TIC



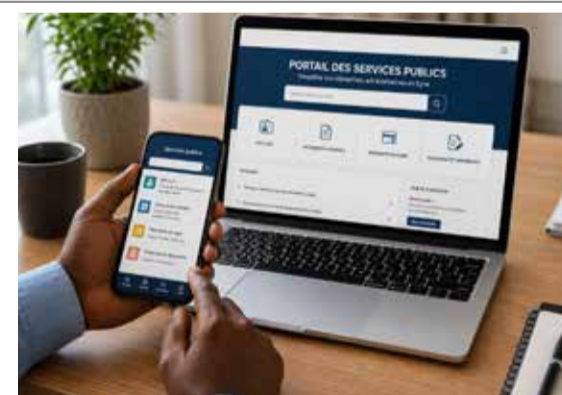
L'accès aux fertilisants organo-minéraux

Les exploitants agricoles ne voient pas à quel saint se vouer (page 2)



Pénurie du carburant

Le gouvernement prudent face à une libéralisation totale du marché (page 4)



Digitalisation

Le gouvernement accélère-t-il la digitalisation des services publics ? (page 4)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

## Editorial

## Ventre affamé n'a point d'oreille



Jean Marie Vianney Niyongabo,  
Journaliste.

de la qualité de l'enseignement. Apparemment, on souhaite revenir sur l'ancien système d'apprentissage pour booster le secteur.

La restauration est de retour à l'Université du Burundi. Il a été même annoncé la réintroduction de la classe de 10ème. Des formations pour les enseignants sont prévues sans oublier la mise en place de nouveaux manuels pédagogiques adaptés au contexte actuel.

Pourtant, la mauvaise qualité des prestations qui s'observe dans le secteur éducatif qui a un impact négatif sur la compétence des apprenants s'observe même dans d'autres secteurs de la vie du pays.

La raison principale de cette situation évoquée par la société civile, les syndicalistes, etc est la

cherté de la vie. Le salaire qu'ils perçoivent pour le moment est insignifiant, car il ne leur permet pas de joindre les deux bouts du mois comme auparavant.

Ils sont alors pour le moment démotivés. Certains préfèrent même abandonner leur travail pour s'orienter dans d'autres carrières plus rémunératrices.

Le gouvernement devrait alors chercher une solution efficace au nœud du problème, car la situation est catastrophique. Il devrait savoir que le pays a besoin des enseignants qui forment ses enfants, leaders de demain.

Il a aussi besoin de médecins qui s'occupent de la santé de la population, des magistrats qui s'occupent de la justice, des

militaires et des policiers qui s'occupent de la sécurité de la population, etc.

Le gouvernement devrait s'occuper de l'amélioration de leurs conditions de vie, car ce sont ces derniers qui vont prendre le devant pour permettre au pays d'atteindre la vision 2040 -2060.

Les stratégies sont légion. La première est de revoir à la hausse leurs salaires. Dire que le pays n'a pas les moyens pour le faire n'est pas une explication convaincante.

Plutôt, il faut voir comment partager les ressources publiques dans l'équité. Pour y parvenir, il faut combattre avec énergie la corruption et les spoliateurs des biens publics d'amont en aval.

La deuxième stratégie est de faire tout son possible pour maîtriser l'inflation, car avec une forte inflation comme la nôtre, l'argent perd sa valeur. Le pouvoir d'achat s'effrite. Le peuple se retrouve alors dans une incapacité de se prendre en charge.

Sinon, tous les autres efforts fournis pour promouvoir la qualité des services dans tous les secteurs de la vie du pays risquent d'être voués à l'échec, car ventre affamé n'a point d'oreille.

Le secteur éducatif préoccupe le gouvernement du Burundi. La raison est qu'il a initié d'autres réformes visant la promotion

## AGRICULTURE

## L'accès aux fertilisants organo-minéraux

## Les exploitants agricoles ne voient pas à quel saint se vouer

L'accès aux fertilisants organo-minéraux reste encore problématique. Une demande élevée par rapport aux prévisions et l'insuffisance des devises pour importer les matières premières nécessaires à la production de ces derniers sont les causes majeures de cette situation.

Les fertilisants organo-minéraux produits par la société Fomi ne peuvent pas satisfaire la demande pour le moment. Dans une émission publique animée le 11 juin 2026 au chef-lieu de la province de Gitega, Nestor Ntahontuye, premier ministre explique l'origine de cette situation.

Selon lui, les exploitants agricoles qui ont besoin de ces fertilisants sont devenus nombreux, car le secteur agricole fait partie des secteurs porteurs de croissance. Raison pour laquelle beaucoup de gens se sont engagés d'opérer dans ce secteur.

Suite à cela, le gouvernement se retrouve avec une demande en fertilisants organo-minéraux inférieure aux prévisions. De plus, Ntahontuye évoque la question des devises nécessaires pour importer les matières premières entrant dans la production des fertilisants.

Malgré ces défis, il indique que le gouvernement est en train de faire tout son possible pour satisfaire



Dans l'ensemble, 62,3 pour cent des agriculteurs ont appliqué de l'engrais sur leurs cultures.

la demande en ce qui concerne les fertilisants. Il demande à la population de développer la stratégie du compostage pour produire des fertilisants organiques à associer avec les fertilisants organo-minéraux de Fomi.

## Ceux qui disposent des tickets seront prioritaires

Du reste, il promet de prioriser ceux qui n'ont pas encore bénéficié de leurs fertilisants alors qu'ils ont déjà payé et qui disposent même de tickets pour la saison culture A.

Ntahontuye laisse entendre que le gouvernement fait des efforts pour permettre à la population de bénéficier des fertilisants à bas prix. Il subventionne l'accès aux fertilisants à hauteur de 68% et les exploitants agricoles ne paient que 32%.

Pourtant, malgré les efforts fournis par l'Etat, les exploitants agricoles s'inquiètent du fait qu'ils ont du mal à trouver des fertilisants de Fomi.

Certains n'ont même pas été servis alors qu'ils ont payé l'argent nécessaire pour bénéficier des fertilisants. Les lamentations fusent de partout car, s'ils n'utilisent pas ces fertilisants, la récolte n'est pas bonne.

## L'utilisation des engrais au Burundi varie selon le type de culture

Selon l'Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition au Burundi (AGVSAN 2023), l'utilisation des engrais au Burundi varie selon le type de culture. La majorité des agriculteurs ont appliqué des engrais sur les pommes de terre et les légumes.

Ces deux cultures sont des cultures commerciales au Burundi et sont principalement vendues sur le marché local. Selon la même analyse, assez peu d'agriculteurs ont appliqué l'engrais sur le manioc et les patates douces.

L'utilisation des engrais varie d'une province à l'autre, mais elle est également liée au type de cultures qui sont emblavées. Le pourcentage le plus élevé d'agriculteurs utilisant des engrais a été trouvé à Kayanza (92,1 pour cent), suivi de Ngozi (88,2 pour cent) et de Mwaro (82,6 pour cent).

## 38% des agriculteurs n'ont pas utilisé l'engrais

Dans l'ensemble, 62,3 pour cent des agriculteurs ont appliqué l'engrais sur leurs cultures. Cela signifie qu'environ 38 pour cent des agriculteurs n'ont pas du tout appliqué l'engrais sur les cultures. D'autre part, la plupart du temps, les agriculteurs n'élèvent pas leur bétail pour produire leur propre fumier.

En conséquence, le rendement des cultures est assez faible dans le pays et l'insécurité alimentaire s'ensuit.

La même analyse de 2023 souligne qu'en 2008, l'insécurité alimentaire était de 27,8 pour cent, 32% en 2014, 44,6% en 2018 et à 41,2% en 2023 au niveau national.

## L'insécurité alimentaire s'ensuit

En conséquence, la population en situation d'insécurité alimentaire est passée de près de 3 000 000 en 2014 à 5 396 556 en 2023, soit près du double.

Parmi les provinces, l'insécurité alimentaire la plus élevée a été observée à Kirundo (74,1 %), suivie de Muramvya (65,2 %), Ruyigi (54,3 %) et Bururi (51,1 %). L'insécurité alimentaire la plus faible a été observée à Bujumbura Mairie (13,1 pour cent), suivie de Makamba (17 pour cent), Rutana (21,8 pour cent), Cankuzo (27 pour cent) et Bujumbura Rural (27,2 pour cent).

Jean Marie Vianney Niyongabo

**BurundiEco**  
Media - Part - Station

C.d'Uvira, Immeuble Hope Design

Référence CNC : 100/CNC/236/2012  
Parution le vendredi

Rédacteur en chef :  
Mélance Maniragaba

Service commercial :  
+257 22 277868 / 65800014

## Taux de change du 22 Mai 2026

Sources : BRB/www.brb.bi

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2966	3014
Euro	3445	3500
Shi. Kenyan	22.8719	23.2408
Shi. Tanzanien	1.1396	1.1580
Shi. Ougandais	0.7848	0.7974
Fr Rwandais	2.0276	2.0603

## Systeme éducatif burundais

# Des réformes en profondeur attendues

De nouvelles réformes sont prévues à partir de l'année prochaine dans le secteur de l'éducation. Il y aura le renforcement des capacités des enseignants. De nouveaux manuels pédagogiques qui répondent aux normes régionales et internationales seront mis en place. Et d'ajouter la réintroduction de la classe de 10ème. L'objectif est de promouvoir la qualité de l'enseignement, car il a été constaté qu'elle a baissé. Le représentant de la FNASEEB indique que cela ne suffit pas. Pour lui, motiver les enseignants est plus qu'une urgence.



André Nduwimana, directeur général de l'enseignement fondamental et post fondamental au ministère en charge de l'éducation : « Il a été constaté que les apprenants ont un niveau bas en français »

La qualité de l'enseignement dans les écoles fondamentales et post fondamentales ne se porte pas bien. Le niveau de la compétence des apprenants a chuté. Cela a été précisé par André Nduwimana, directeur général de l'enseignement fondamental et post fondamental au ministère en charge de l'éducation à la radio Nderagakura.

Selon lui, la raison est qu'il a été constaté que les apprenants ont un niveau bas en français. Et parce que le français est la langue d'enseignement, cela a des conséquences négatives sur l'apprentissage des autres matières.

Il y a une redondance pour certaines matières. Pire encore, d'autres matières n'ont pas été enseignées. Bref, il a été constaté que l'enseignement fondamental a été précipité.

### Quid des mesures prévues pour inverser la tendance ?

Nduwimana indique que de nouvelles réformes sont prévues à partir de la 7ème année pour inverser la tendance. Des formations

pour le renforcement des capacités des enseignants seront organisées.

Des manuels scolaires adaptés au contexte national, régional et international seront mis en place. Il est aussi prévu la réintroduction de la classe de 10ème à partir de l'année scolaire 2027- 2028.

En plus de cela, le premier ministre Nestor Ntahontuye laisse entendre que toutes les écoles auront des bancs pupitres en suffisance pour permettre aux apprenants de suivre

les cours dans de bonnes conditions à partir de l'année scolaire 2026-2027.

Lors d'une émission publique des membres du gouvernement tenue le 11 juin 2026 au chef-lieu de la province Gitega, il a souligné que des moyens financiers ont été fournis à toutes les communes du pays pour fabriquer ces bancs pupitres.

### On va promouvoir le système éducatif à régime d'internat

De surcroît, le système éducatif à régime d'internat sera promu. Il est prévu d'ajouter aux élèves de la 7ème année plus de 5000 élèves chaque année.

On va aussi réintroduire la restauration à l'Université du Burundi dans l'objectif de promouvoir la qualité de l'enseignement.

Antoine Manuma, représentant de la Fédération Nationale des Syndicats des Enseignants et du personnel du Secteur de l'Education (FNASEEB) indique que la réintroduction de la classe de 10ème ne suffit pas pour promouvoir la qualité de l'enseignement et booster le niveau de compétence des apprenants.

Selon lui, des efforts dans la formation des enseignants et l'amélioration de certaines matières apprises en classe à partir de la

première année jusqu' à la fin de l'enseignement post fondamental sont encore une nécessité.

### La non maîtrise du français, un défi majeur

Manuma déplore le fait que certains jeunes enseignants éprouvent des difficultés pour transmettre leurs connaissances aux apprenants, car ils ne maîtrisent pas le français qui est la langue d'enseignement. D'autres n'ont pas des connaissances suffisantes pour enseigner certains cours. Il donne l'exemple de la science et technologie.

De plus, Manuma demande qu'il y ait des réformes même à l'université. Il indique que le fait qu'on est passé de 4 ans à 3 ans pour décrocher le diplôme de baccalauréat constitue l'un des défis à la qualité de l'enseignement.

Il demande alors d'ajouter une autre année pour décrocher le diplôme de licence comme auparavant.

Manuma fait remarquer enfin que motiver les enseignants est plus qu'une urgence, car il s'observe qu'ils sont démotivés suite aux salaires dérisoires qu'ils perçoivent. C'est pour cela que la plupart de ces derniers ne cessent d'abandonner le métier d'enseignant pour migrer vers d'autres carrières plus rémunératrices.

Jean Marie Vianney Niyongabo

## SOCIETE

# Les évêques catholiques s'inquiètent des défis socio-économiques du pays

Réunis à Bujumbura du 1<sup>er</sup> au 5 juin 2026, les évêques catholiques du Burundi ont dressé un tableau préoccupant de la situation du pays. Tout en saluant certains acquis, notamment en matière de sécurité, ils ont attiré l'attention sur plusieurs difficultés qui affectent la population, allant de l'agriculture à la justice, en passant par le coût de la vie et les infrastructures.

Les membres de la Conférence des Evêques Catholiques du Burundi (CECAB) ont exprimé leurs inquiétudes face à plusieurs défis qui touchent le pays. Ces préoccupations figurent dans un communiqué lu par Mgr Joachim Ntahondereye, évêque de Muyinga et président de la CECAB. Les évêques ont d'abord salué le climat de sécurité qui prévaut dans le pays et la période de récolte en cours. Toutefois, ils ont estimé que les rendements agricoles demeurent insuffisants. Selon eux, cette situation s'explique notamment par une mauvaise répartition des pluies dans certaines régions et par les difficultés rencontrées par les agriculteurs pour obtenir à temps les engrais chimiques. Ils soulignent que plusieurs cultivateurs avaient déjà payé ces intrants sans pour autant les recevoir au moment opportun.

Les évêques catholiques se disent également préoccupés par la hausse continue des prix des produits de première nécessité. Ils évoquent notamment les

difficultés d'accès aux denrées alimentaires et aux médicaments, devenus de plus en plus onéreux ou parfois indisponibles. La pénurie persistante de carburant figure également parmi les problèmes soulevés. D'après les évêques, cette situation complique le transport des personnes et des marchandises et ralentit les échanges économiques à travers le pays.

### Infrastructures dégradées et exode des compétences

La CECAB a aussi attiré l'attention sur l'état de certaines infrastructures publiques. Les évêques déplorent la dégradation avancée de nombreuses routes à travers le pays. Selon eux, cette situation favorise les accidents de circulation, parfois mortels et entrave la mobilité des citoyens. Par ailleurs, ils ont exprimé leur inquiétude face au départ croissant de nombreux Burundais qualifiés vers l'étranger. Les secteurs de l'éducation et de la santé seraient particulièrement touchés par ce phénomène.

Les évêques regrettent que des enseignants, des médecins et d'autres professionnels choisissent de quitter le pays à la recherche de meilleures conditions de vie ailleurs. Ils estiment que les salaires actuellement perçus par ces catégories socioprofessionnelles restent largement inférieurs au coût réel de la vie. Ce qui pousse de nombreux travailleurs à chercher des opportunités en dehors du pays.



Les responsables de l'Eglise catholique du Burundi sont préoccupés par les défis socio-économiques, sécuritaires, etc. auxquels le pays fait face.

### Interrogations sur certaines mesures et préoccupations sécuritaires

Les responsables de l'Eglise catholique ont également réagi à la campagne de pavage des abords des parcelles et des maisons longeant les routes. Tout en reconnaissant les efforts du gouvernement en faveur de la propreté et de l'assainissement, ils s'interrogent sur l'impact financier de cette mesure pour les ménages déjà fragilisés par la cherté de la vie. Ils soulèvent aussi

des questions liées à ses éventuelles conséquences environnementales. Les évêques ont en outre exprimé leurs préoccupations concernant certaines activités organisées le dimanche, estimant qu'elles peuvent empêcher les chrétiens de participer aux célébrations religieuses.

Enfin, ils se sont interrogés sur des cas signalés de collecte de contributions en faveur d'un parti politique auprès de personnes qui n'en sont pas membres. Ils se demandent si de telles pratiques sont conformes aux dispositions

de la Constitution burundaise, notamment son article 75. La CECAB s'est également alarmée de la recrudescence de la criminalité dans le pays. Les évêques évoquent notamment des cas de personnes retrouvées mortes dans diverses localités sans que les circonstances ou les auteurs des crimes soient clairement identifiés. Ils ont aussi dénoncé le maintien en détention de certains prisonniers ayant pourtant déjà purgé la peine prononcée par la justice.

Gilbert Nkurunziza

## Pénurie du carburant

## Le gouvernement prudent face à une libéralisation totale du marché

Le Premier ministre Nestor Ntahontuye a apporté des éclaircissements sur la question de la pénurie persistante du carburant au Burundi. Alors que certains citoyens plaident pour une ouverture totale du marché à tous les opérateurs économiques capables d'importer du carburant, le chef du gouvernement estime qu'une telle mesure pourrait entraîner une forte hausse des prix et alourdir davantage le coût de la vie.



Selon le Premier ministre Nestor Ntahontuye, la libéralisation du commerce du carburant pourrait entraîner une augmentation de son prix.

Face aux préoccupations des citoyens concernant la pénurie de carburant qui dure plus de cinq ans, une question a été soulevée: pourquoi ne pas ouvrir le commerce du carburant à tout opérateur économique disposant des moyens nécessaires pour en importer ? Cette question a été posée lors de l'émission publique réunissant les membres du gouvernement, les journalistes et les citoyens organisée dans la ville de Gitega le 11 juin 2026.

Comme réponse, le Premier ministre Nestor Ntahontuye a indiqué que le marché n'est pas fermé. Selon lui, toute personne ou entreprise ayant la capacité financière d'importer le carburant est libre de le faire. Il a notamment rappelé que certains opérateurs, à savoir : les organisations internationales, bénéficient déjà d'autorisations leur permettant d'importer le carburant pour leurs propres besoins sans

passer par les circuits habituels d'approvisionnement. Toutefois, il estime que la libéralisation totale du secteur ne constitue pas nécessairement la solution aux difficultés actuelles. Le principal défi réside, selon lui, dans la question des prix.

### La hausse du prix du carburant présente des risques

Le chef du gouvernement a expliqué que les importateurs privés ne

pourraient pas commercialiser le carburant au prix actuellement pratiqué au Burundi, fixé à 4000 BIF le litre. Selon lui, dans plusieurs pays voisins de la région, le litre de carburant se vend entre 7000 et 8000 BIF (après conversion). Dans ces conditions, une ouverture totale du marché obligerait les opérateurs à vendre à des prix plus élevés afin de couvrir leurs coûts d'achat, de transport et d'exploitation. «Si le marché du carburant passe entièrement entre les mains du secteur privé, le prix du carburant augmen-

tera et le coût de la vie augmentera également», a-t-il averti.

D'après ses estimations, le prix du litre pourrait atteindre entre 6000 et 7000 BIF. Une telle augmentation aurait sans doute des répercussions directes sur les prix du transport, des produits alimentaires et de nombreux biens de consommation courante. Le Premier ministre a indiqué que cette question fait actuellement l'objet d'études, mais qu'elle doit être examinée avec prudence afin de ne pas fragiliser

davantage le pouvoir d'achat des ménages.

### Quand le gouvernement mise sur les véhicules électriques

Au-delà de la gestion de la pénurie du carburant, Nestor Ntahontuye a également plaidé en faveur d'une transition progressive vers les véhicules électriques. Selon lui, la demande en carburant continue à augmenter au fur et à mesure que le pays se développe et que le nombre de véhicules et motocyclettes en circulation progresse aussi bien dans les centres urbains que dans les communes de l'intérieur du pays.

Le Premier ministre a rappelé que les véhicules électriques bénéficient déjà d'exonérations fiscales à l'importation afin d'encourager leur acquisition par les particuliers et les entreprises. Il a présenté cette orientation comme l'une des pistes susceptibles de réduire la dépendance du Burundi aux carburants fossiles. Il est même allé plus loin en annonçant que certaines catégories de véhicules fonctionnant exclusivement aux carburants pourraient, à l'avenir, ne plus être autorisées à l'importation dans le cadre d'une politique favorisant les moyens de transport alimentés par l'électricité. Pour le gouvernement, la transition énergétique apparaît ainsi comme une réponse durable aux défis d'approvisionnement en carburant qui continuent d'affecter le pays.

Gilbert Nkurunziza

## TIC

## Le gouvernement accélère-t-il la digitalisation des services publics ?

Le ministre en charge de l'économie numérique a présenté les principaux chantiers de digitalisation en cours au Burundi. De la collecte des impôts à l'état civil en passant par les paiements électroniques et les titres fonciers, le gouvernement entend moderniser l'administration et renforcer la transparence dans la gestion publique.



La digitalisation des services est au cœur des préoccupations du gouvernement du Burundi.

«La digitalisation ne peut pas exister en l'absence des services concernés. Elle consiste plutôt à transformer la manière dont le travail était auparavant effectué dans les différents secteurs », explique Alain Ndikumana, ministre des Finances, du Budget et de l'Economie Numérique, lors d'une émission publique organisée le 11 juin 2026 à Gitega, réunissant les membres du gouvernement, les journalistes et les citoyens.

Dans ce cadre, plusieurs projets sont en cours d'exécution au sein de ce ministère avec l'appui des partenaires du Burundi au développement, notamment la Banque Mondiale. Le ministre a cité le Projet d'Appui aux Fondations de l'Economie Numérique (PAFEN) qui soutient la modernisation de la collecte des impôts et taxes à travers la plateforme « E-Kori ». Celle-ci permet déjà le télépaiement et la télédéclaration pour certains contribuables. Parallèlement, un système de gestion des finances publiques est en cours de déploiement afin d'améliorer le

suivi et le contrôle de l'utilisation des fonds publics.

Dans le domaine des paiements, le gouvernement mise également sur la plateforme Burundi Pay qui interconnecte différents systèmes tels que Lumicash, Ecocash, E-noti, Cashtel, etc. Selon le ministre Ndikumana, cette technologie vise à simplifier les transactions et à favoriser l'interopérabilité entre les différents opérateurs.

### CNI biométrique et état civil : un chantier prioritaire

Parmi les projets les plus attendus

figure la mise en place de la carte nationale d'identité biométrique. M. Ndikumana a indiqué que 16 milliards de BIF sont prévus dans le projet de loi budgétaire 2026-2027 pour financer cette initiative. Après une phase pilote menée dans une zone (non précisée) de la province de Bujumbura, le gouvernement estime que les conditions sont désormais réunies pour lancer la production de ces cartes. Le projet sera mené conjointement avec la digitalisation de l'état civil afin d'intégrer dans un même système les informations relatives aux naissances, décès, mariages et autres données administratives.

Le ministre a également souligné les progrès réalisés dans la communication gouvernementale. « Aujourd'hui, les réunions du Conseil des ministres se déroulent sans documents papier, les participants travaillant à partir de supports numériques connectés », précise-t-il. Cette démarche s'inscrit dans la stratégie d'« e-gov » visant à généraliser l'usage des TIC dans les institutions publiques.

### Titres fonciers, santé, etc. dans la transition numérique

La digitalisation touche également d'autres secteurs stratégiques. Dans

le domaine foncier, le gouvernement travaille avec les ministères en charge de la justice et des infrastructures pour sécuriser les titres fonciers. M. Ndikumana a révélé que le Burundi compte actuellement environ 123000 détenteurs de titres fonciers, dont beaucoup possèdent des documents insuffisamment sécurisés. Les autorités espèrent réduire les conflits fonciers liés aux falsifications des documents grâce à un système numérique plus fiable.

Dans les secteurs de la santé et de l'éducation, le gouvernement ambitionne de connecter à Internet au moins 1000 structures de soins et 1000 écoles grâce au Fonds de service universel. Mais le ministre n'a pas précisé le délai de cette initiative.

Enfin, la digitalisation s'étend au secteur agricole. Dans la filière café, les autorités souhaitent identifier précisément les producteurs, les superficies cultivées et les volumes commercialisés, tout en facilitant les paiements numériques. Une approche qui pourrait être étendue à d'autres produits comme le maïs ainsi qu'à la gestion des intrants agricoles.

Pour M. Ndikumana, la digitalisation constitue avant tout un outil de transparence et d'efficacité. En réduisant l'usage du papier et en améliorant la traçabilité des opérations, le gouvernement espère mieux suivre les dépenses publiques et s'assurer que les ressources de l'Etat profitent effectivement à la population.

Gilbert Nkurunziza



**VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR DES CADEAUX CUSTOMISÉS DE FIN D'ANNÉE?**

**PARMI SA GAMME DE PRODUITS, HOPE DESIGN VOUS PROPOSE DES GOURDES PERSONNALISÉES**

